

Objet : Fermeture des Trésoreries
PJ : Edition OuestFrance
Courrier DGFIP du 16 septembre 2019
Copie aux organisations syndicales Solidaires, FO, CGT, CFDT

Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 PARIS SP 07

A Longué-Jumelles, le 30 Septembre 2019.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai interpellé en juillet et septembre 2018 Monsieur DERRAC, Directeur Départemental des Finances Publiques, quant à sa décision unilatérale et sans concertation préalable de la fermeture du centre des finances publiques de Longué-Jumelles et ce, malgré une motion de soutien du Conseil Municipal contre le projet de fermeture annoncé par les organisations syndicales. J'ai dénoncé auprès de votre Ministre Gérard DARMANIN cette gestion totalement bureaucratique sans prise en compte des réalités des territoires que nous, Maires, vivons au quotidien.

C'est donc avec un grand étonnement que je lis dans les éditions de Ouest-France du 21-22 septembre 2019 et de la Gazette des Communes du 17 septembre 2019, qu'il n'y aura aucune fermeture de trésorerie en 2020 sans l'accord des Elus ; Propos tenus par vous-même au Congrès de l'Association des Maire Ruraux et relayés par votre Ministre Gérard DARMANIN.

Que faut-il en conclure ? Y aurait-il une nouvelle méthode de travail ? Ou s'agit-il d'un simple effet d'annonce contraire au pratique de votre administration ?

Je ne peux que me réjouir que vous reconnaissiez la nécessaire concertation des élus dans votre projet de réorganisation de l'administration fiscale. Aussi, je réitère mon opposition à la fermeture du centre de Longué-Jumelles qu'une permanence dans un local communal ne saurait en aucun cas compenser. Je vous demande de surseoir à la décision de fermeture au 31 Décembre 2019 et reste disposé à travailler à la garantie des services publics de proximité en milieu rural.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.



Le Maire,



Frédéric MORTIER